

ment. A ce stade, je m'en voudrais—et ce ne serait pas honnête de ma part de ne pas le dire—de ne pas mentionner que depuis de nombreuses années, *Le Soleil* a probablement été, de tous les quotidiens du Québec, celui qui a traité le Crédit social, le Ralliement créditiste, avec le plus d'impartialité. Quant au *Quebec Chronicle Telegraph*, nous n'avons pas obtenu de publicité de lui. Prenons le journal *The Gazette* de Montréal, par exemple. Qu'est-ce que nous en obtenons? Nous faisons des interventions tous les jours, en cette enceinte, et nous ne voyons jamais l'ombre d'une ligne dans ce journal-là. *La Presse* de Montréal nous donne zéro multiplié par un million, ce qui fait un million de zéros. C'est ce que nous obtenons de *La Presse* de Montréal.

Ce sont ces gens-là qui veulent assurer l'information. Quelle information donnent-ils? Quelle information véridique *La Presse* de Montréal donne-t-elle dans les Cantons de l'Est, dans les environs de Montréal et dans Montréal même? Elle donne ce qui fait son affaire.

Ce ne sont pas les courriéristes parlementaires qui sont responsables de cela, car ils écrivent des articles. La presse canadienne donne des nouvelles, mais les magnats du journalisme canadien déterminent ce qu'on doit publier ou oublier dans le journal. Ils oublient systématiquement le Crédit social, mais ils ont le culot de nous demander de défendre leurs intérêts lorsqu'ils sont aux prises avec un problème dont ils sont responsables.

• (3.30 p.m.)

L'honorable ministre leur dit qu'il y aura peut-être des augmentations et ils se sentent lésés dans leurs droits. Ils sentent que la démocratie est en péril parce qu'on leur demande de payer leur part. Quant à moi, je leur dis ceci: Cela fait 30 ans, 40 ans ou 50 ans que vous vous battez pour maintenir au pouvoir un gouvernement majoritaire. Pendant la campagne électorale, on disait: Vive un gouvernement majoritaire pour que le Canada progresse. Nous avons un gouvernement majoritaire et qu'est-ce que les journaux subissent aujourd'hui, grâce à leur gouvernement majoritaire? Si nous avions un gouvernement minoritaire et si nous détenions la balance du pouvoir que nous avons réclamée, ce projet de loi ne serait pas soumis à la Chambre aujourd'hui.

Quand l'ancien ministre des Postes (M. Côté) a présenté à la Chambre un bill visant à augmenter le tarif postal, il a subi une défaite et le coût de livraison des lettres et du courrier n'a pas été augmenté. Même si le gouvernement a été défait, a-t-on cessé de donner le service postal à la population? Non. Comment a-t-on fait pour continuer de le donner?

[M. Caouette.]

Aujourd'hui, cependant, l'honorable ministre nous dit: Si nous ne proposons pas d'augmentation, il ne sera plus possible de donner le service postal aux citoyens canadiens. C'est une lubie, c'est un mensonge et l'honorable ministre sait qu'il est possible de puiser l'argent ailleurs que chez le peuple canadien pour continuer d'améliorer le service postal canadien.

Monsieur l'Orateur, je n'en ai pas personnellement contre les journaux; non! Mais je leur demande d'être objectifs, d'être honnêtes, d'être impartiaux, de dire la vérité. C'est simple. Nous ne leur demandons pas de nous flatter, nous, du Ralliement créditiste, qu'ils soient simplement justes à notre endroit et qu'ils cessent de gonfler des ballons du côté du gouvernement, comme ils ont commencé à le faire avant les élections.

Et qu'un journal dise: Est-ce cela la société juste promise par le très honorable premier ministre? Monsieur l'Orateur, nous y goûterons, ce soir, à la société juste. Oui, ce soir. Quand nous entendrons lire le budget, nous goûterons au début de la société juste et cela sera publié dans les journaux demain matin.

Les journaux du Canada, *Le Soleil*, *La Presse* et tous les autres mentionneront qu'à la suite de circonstances exceptionnelles et d'un déficit monétaire, le gouvernement est obligé d'augmenter les impôts. Il s'agit de la même raison que l'honorable ministre des Postes a invoquée en présentant le bill C-116.

Monsieur l'Orateur, nous connaissons déjà la réponse. L'honorable ministre, lui, connaît la réponse au problème. Quand il nous disait, hier: Nous n'avons qu'un seul moyen de régler le problème, c'est d'augmenter les taxes, aller chercher l'argent dans les poches des contribuables. Pourtant, l'honorable ministre sait que la vaste majorité des gens de sa circonscription de Duvernay n'ont pas les moyens de payer plus de taxes qu'ils en paient actuellement. Le ministre n'a jamais dit, pour être élu, qu'il augmenterait le tarif postal. Il n'a jamais dit cela avant les élections; il l'a dit après les élections, ici, à la Chambre. Ce sont des gens qui chantent une chanson en temps d'élections et une autre le lendemain. Et l'on endort le peuple canadien de la façon dont on légifère et dont on administre.

Monsieur l'Orateur, nous n'appuierons pas le bill. Certainement pas! Non pas parce que nous aimons tellement ces journaux, mais parce que nous voulons sauvegarder la démocratie au Canada et empêcher les petits d'être dévorés par les gros.

Nous nous lançons aussi à la défense des hebdomadaires. Ils subiront les méfaits de cette législation, parce que, comme je le disais tantôt, ils n'ont pas accès à la publicité nationale aussi facilement que les quotidiens